

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

E. FOURNIER DE FLAIX

La question monétaire

Journal de la société statistique de Paris, tome 22 (1881), p. 144-148

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1881__22__144_0

© Société de statistique de Paris, 1881, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

II.

LA QUESTION MONÉTAIRE.

Le fait le plus remarquable de la crise monétaire que nous traversons, c'est qu'elle paraît devoir être plus intense aux États-Unis qu'en France, en Angleterre et en Allemagne. Ainsi, c'est l'État qui, depuis trois ans, a produit ou reçu le plus en métaux précieux qui pourrait être le plus éprouvé par l'insuffisance de ses ressources métalliques. Si l'on ouvre les journaux américains, notamment le *Financial and Commercial Chronicle*, on est surpris de voir avec quelle ardeur sont prévus ou annoncés les envois d'or de l'Europe. Cette ardeur est certainement plus grande que la crainte, manifestée par les journaux financiers européens, de voir se dégarnir peu à peu les grands réservoirs de Londres, de Paris ou de Berlin. On peut signaler à New-York une véritable fièvre métallique; jusqu'à présent du moins, elle n'a pas atteint l'Europe. La Banque d'Angleterre n'a eu à élever son escompte qu'à 3 p. 100. Celui de la Banque de France est à 3 1/2 et celui de la Banque de l'empire allemand, après avoir été porté à 5 p. 100, a pu être diminué.

D'autre part, il ne s'est produit ni en Angleterre, ni en France, ni en Allemagne, de sinistres commerciaux importants, ni de sinistres financiers, malgré la hausse des reports, qui n'a pas été inférieure à 2 1/2 p. 100 entre les liquidations d'octobre et de novembre, comme le prouve le tableau publié par la Caisse mutuelle des Reports.

Aussi n'y a-t-il en réalité, en Europe, aucun symptôme sérieux de crise monétaire immédiate. Nous pouvons signaler un autre fait qui confirme cette situation: ce sont les arrangements préparatoires intervenus entre l'Italie et la maison de Rothschild, au sujet de la suppression du cours forcé en Italie. On connaît notre opinion sur l'opération que le gouvernement italien paraît décidé à entreprendre: nous la croyons prématurée. Néanmoins, il faut bien admettre que le gouvernement italien et la maison de premier ordre avec laquelle il est en rapport n'hésiteraient pas à la retarder s'ils pensaient que l'Europe dût passer par une crise monétaire sérieuse.

En est-il de même aux États-Unis ?

Il ne faut pas oublier que les États-Unis sont aussi étendus que dix fois la France; qu'aucun mouvement de colonisation et de culture n'a jamais égalé celui qui continue à se répandre sur cet immense territoire, surtout depuis 1815, que ce mouvement a toujours procédé par bonds et que chacune des périodes qui constituent un de ces bonds a invariablement correspondu à une crise économique très-grave, toujours précédée d'une crise monétaire.

Rappelons, pour citer l'exemple le plus notable, la grande crise de 1837. Cette époque a été l'une des plus prospères des États-Unis. Le Trésor américain, employant les mêmes procédés que le Trésor américain d'aujourd'hui, était arrivé à rembourser intégralement la dette fédérale. Les produits des impôts fédéraux, quoiqu'alors très-légers, excédaient notablement les dépenses fédérales. Le Trésor put se constituer prêteur vis-à-vis des grandes villes ou des États particuliers. Les progrès de la colonisation, ainsi que les progrès de l'industrie manufacturière présentaient les mêmes proportions qu'aujourd'hui. C'est à ce moment que M. Michel Chevalier parcourait l'Amérique du Nord et traçait dans ses lettres, au point de vue économique, sur l'Amérique du Nord, le tableau que M. de Tocqueville complétait au point de vue politique.

Tout à coup, cette prospérité sembla disparaître. En quelques semaines, toutes les banques suspendirent leurs paiements. Ces suspensions furent suivies d'une avalanche de faillites telle que, dans un seul trimestre, il s'en produisit 1,200 à Boston.

En 1857, à la suite des découvertes des mines d'or de Californie, qui semblaient devoir faire des États-Unis un Eldorado, nouvelle crise monétaire et économique. En 1873, après un élan industriel qui permit aux États-Unis de construire, en quelques années, 50,000 kilomètres de chemins de fer; — nouvelle crise.

Qu'y aurait-il donc de surprenant à ce que le prodigieux développement de la production agricole qui a lieu en ce moment aux États-Unis, tant pour la culture du blé, que pour l'élevage du bétail, soit également suivie d'une prochaine crise ?

Qui ne sait que les capitalistes de New-York, de Boston, de Philadelphie et de tous les États de l'Est ont engagé d'immenses capitaux et, par conséquent, les ressources d'un très-grand nombre de banques placées sous leur direction, soit dans les défrichements gigantesques du Minnesota, du Dacotah et des territoires plus éloignés, soit dans la constitution des troupeaux du Nouveau-Texas et du Colorado.

Dans ces solitudes, les instruments de circulation monétaire et même fiduciaire disparaissent en quelque sorte, à raison de l'importance des distances. De même qu'à Londres et en Angleterre, c'est-à-dire dans un pays de concentration extrême, une circulation monétaire et financière restreinte peut suffire à des échanges immenses; de même, aux États-Unis, une circulation fiduciaire très-considérable et des ressources monétaires déjà importantes n'accomplissent qu'avec difficultés leurs fonctions économiques, parce que les territoires occupés aux États-Unis représentent une étendue égale à 15 fois celle de l'Angleterre. D'ailleurs, à la pénurie des instruments de circulation qui se manifeste déjà aux États-Unis, il faut joindre une cause plus profonde encore. Cette cause, c'est la diminution des capitaux.

Dans les six dernières années, il a été vendu par le gouvernement américain près de 10,000,000 d'acres qui ont été immédiatement défrichés et mises en culture. La culture ne se fait jamais qu'au moyen du capital préalablement accumulé. Et comme, aux États-Unis, malgré les flots d'émigrants, le capital humain, surtout pour les travaux de l'agriculture, est toujours insuffisant et les salaires très-élevés, il faut suppléer à cette insuffisance par un développement considérable de machines qui exige une nouvelle avance considérable de capital circulant.

De là, cette situation si singulière, mais dont on peut cependant se rendre compte, c'est que, malgré : 1° les capitaux apportés par les émigrants eux-mêmes ; 2° les progrès de la production agricole et industrielle aux États-Unis ; 3° la bonne chance qu'ils ont eue depuis trois ans d'alimenter une partie de l'Europe et de vendre leur blé à un prix très-supérieur à celui que leur permettront d'obtenir les récoltes futures, les dépôts des banques des États-Unis, prises dans leur ensemble, soit les *National Banks*, soit les *Privat Banks* ont précisément diminué, et dans une proportion assez sensible depuis deux ans.

Même diminution dans l'encaisse métallique de ces banques. Si les banques de Londres et de Paris ont subi un certain drainage pour payer les importations de denrées alimentaires, les banques des États de l'Est aux États-Unis, et même les banques de l'Ouest, subissent à leur tour un autre drainage de la part de toutes les populations agricoles, aujourd'hui très-importantes, qui s'établissent au delà du Mississipi.

Ce sont ces différents faits qui expliquent comment l'or est si ardemment attendu à New-York, que les journaux américains croient utile de se faire télégraphier d'avance le moindre envoi d'espèces par les paquebots de Hambourg, de Liverpool et du Havre. C'est ce qui explique aussi comment l'intérêt des capitaux est demeuré si élevé aux États-Unis, malgré de si grandes ressources.

Enfin, à ces causes on peut en joindre une autre : ce sont les maladresses du gouvernement américain. La plus grande de ces maladresses a consisté à s'imaginer qu'il dépendait du gouvernement de donner à la monnaie une valeur différente de celle du métal. Ainsi, d'après la loi de 1878, le Congrès a ordonné le monnayage de dollars d'argent ne contenant que 412,2 grains d'argent, proportion inférieure d'un dixième à la valeur métallique réelle du dollar d'argent. Il en est résulté que le dollar d'argent a été comme rejeté de la circulation monétaire des États-Unis.

La seconde maladresse du gouvernement est de procéder trop rapidement à l'extinction de sa dette et de troubler parfois, par ses combinaisons financières, le marché des capitaux.

C'est donc bien plutôt vers les États-Unis qu'il faut, en ce moment, diriger ses regards que vers la France et l'Angleterre. Ces deux États regorgent de capitaux : ils viennent de faire face pendant trois ans, avec une facilité merveilleuse, à de très-mauvaises récoltes ; le plus léger accroissement de l'escompte procurerait à la Banque d'Angleterre, comme à celle de France, toutes les ressources métalliques qu'elle pourrait désirer. Il devient, au surplus, probable qu'elles n'auront pas besoin d'avoir recours à cet expédient.

Le marché de Londres est toujours le plus grand marché de métaux précieux du monde. Quant à la France, les chiffres suivants permettent de se rendre compte de ses ressources en métaux précieux :

Mouvement des importations et des exportations en or et argent pendant les onze premiers mois des années suivantes.

	EXPORTATIONS.		IMPORTATIONS.	
	millions.	millions.	millions.	millions.
1872.	281	379		
1873.	477	450		
1874.	151	842		
1875.	294	768		
1876.	145	755		
1877.	139	659		
1878.	153	483		
1879.	380	301		
1880.	362	242		
	<hr/>	<hr/>		
	2,382	4,879		
		<hr/>		
		2,382		
Excédant des importations sur les exportations. .				2,497

Ce tableau prouvera aux personnes qui s'occupent des questions monétaires, sans ouvrir les tableaux officiels des douanes, que, dans la période où la France a eu à supporter :

1° L'indemnité de 5 milliards et tous ses accessoires, qu'on peut évaluer au moins à un milliard ;

2° L'importation d'une masse de denrées alimentaires supérieures à 2 milliards de francs,

Il lui est encore resté un boni de métaux précieux de 2,497 millions.

Est-on autorisé à penser que la France est à la veille d'une crise monétaire, lorsque dans l'intervalle de neuf années qui compteront dans les moins heureuses de son histoire, son stock métallique s'est accru de 2,497 millions ?

Les résultats ci-dessus doivent être augmentés de 1/12 (un douzième), puisqu'ils s'appliquent à onze mois.

Serrons cependant encore la question de plus près.

Mouvement des importations d'or et d'argent pour les années suivantes.

ANNÉES.	OR.		ARGENT.	
	Exportations.	Importations.	Exportations.	Importations.
	millions.	millions.	millions.	millions.
1878. . . .	90	210	47	162
1879. . . .	314	149	57	128
1880. . . .	262	136	56	85
	<hr/>	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	666	495	160	375

Ainsi, pendant les trois dernières années, qui ont exigé l'importation de plus de 2 milliards pour denrées alimentaires, par suite des mauvaises récoltes, la balance des exportations et des importations d'or et d'argent s'établit de la manière suivante :

Or.

Exportations, 666.
Importations, 495, soit en faveur des exportations : 171.

Argent.

Importations, 375.
Exportations, 160, soit en faveur des importations : 215.

La différence entre les deux sommes est de 44 millions.

Ces chiffres se passent de commentaires.

(Revue de la Finance et de l'Industrie.)

E. FOURNIER DE FLAIX.
